

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/ACC/UKR/69
23 juillet 1999

(99-3112)

Groupe de travail de l'accession de l'Ukraine

Original: anglais

ACCESSION DE L'UKRAINE

Analyse de la législation sur l'investissement étranger en Ukraine

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a fait parvenir au Secrétariat les renseignements ci-après concernant la législation sur l'investissement étranger en Ukraine.

L'Ukraine a adopté bon nombre de textes législatifs sur l'investissement étranger et c'est pourquoi il n'est pas toujours aisé de comprendre comment l'investissement étranger est réglementé en Ukraine.

Le présent document a pour objet de répondre à quelques questions fréquemment posées sur le sujet. Il vise également à présenter clairement les grandes lignes de la législation ukrainienne sur l'investissement étranger.

La principale loi qui régit les divers aspects de l'investissement étranger en Ukraine est la Loi n° 93/96 du 19 mars 1996 sur le régime des investissements étrangers.

1. Principes fondamentaux du régime de l'investissement étranger en Ukraine

Qui peut investir? La législation établit-elle des distinctions entre les investisseurs étrangers et les investisseurs ukrainiens? Les investisseurs étrangers bénéficient-ils de privilèges ou avantages particuliers (tels que des allègements fiscaux) en fonction de leur pays d'origine ou du type d'investissement et du secteur choisi?

Tout étranger peut investir sur le territoire ukrainien. Les investisseurs étrangers ne font l'objet d'aucune discrimination, sauf en ce qui concerne la propriété foncière. Pour plus de précisions, se reporter à la partie 5 ci-après.

En règle générale, le cadre juridique de l'investissement étranger en Ukraine prend appui sur la Loi n° 93/96 du 19 mars 1996 sur le régime des investissements étrangers, laquelle renferme:

- a) la liste des garanties accordées par le gouvernement à l'activité d'investissement étranger (se reporter à la sous-section suivante);
- b) certaines restrictions applicables aux droits de propriété des investisseurs étrangers (se reporter à la partie 5 ci-après pour plus de précisions).

La loi dispose également que dans certains cas les investisseurs étrangers, tout comme les investisseurs nationaux, peuvent bénéficier d'un régime d'investissement préférentiel.

Plus particulièrement, en vertu de l'article 7 de la Loi sur le régime des investissements étrangers, les activités suivantes bénéficient d'un traitement préférentiel:

- a) développement des secteurs prioritaires de l'économie;
- b) développement social;
- c) développement de régions données de l'Ukraine.

Par ailleurs, l'investissement étranger pourrait faire l'objet d'une restriction énoncée à l'article 7, paragraphe 3, de la Loi sur le régime des investissements étrangers. En général, la loi dispose que les investissements étrangers bénéficient du traitement national. Cependant, l'article 7, paragraphe 3, dispose que les lois ukrainiennes peuvent interdire ou limiter l'investissement étranger dans des "territoires" donnés de l'Ukraine.

2. Garanties juridiques des investissements étrangers en Ukraine

Quelles garanties juridiques s'appliquent à l'investissement étranger en Ukraine ou, autrement dit, comment l'investissement étranger est-il protégé en Ukraine? Comment un investissement étranger peut-il être retiré de l'Ukraine?

Le régime de l'investissement étranger en Ukraine est fondé sur un système de garanties juridiques qui crée des conditions propices à l'investissement. Les garanties sont prévues dans la Loi sur les activités d'investissement (articles 8-13). Les garanties fournies aux investisseurs étrangers peuvent être divisées en cinq grands groupes:

a) Garanties contre toute modification de la législation ukrainienne

L'article 8 de la Loi sur le régime des investissements étrangers dispose que, si l'Ukraine venait à modifier la portée ou la nature des garanties visant l'investissement étranger, à la demande de l'investisseur étranger, l'ancien système de garanties continuera de s'appliquer pendant les dix années suivant l'entrée en vigueur des modifications.

b) Garanties contre l'expropriation

L'article 9 de la Loi sur le régime des investissements étrangers dispose que l'investissement étranger n'est pas assujéti à la nationalisation. L'État n'a pas le droit de réquisitionner les investissements étrangers, sauf s'il lui faut prendre des mesures d'urgence lors de catastrophes, d'accidents, d'épidémies et d'épizooties. C'est le Conseil des ministres qui autorise les organismes d'État à réquisitionner les investissements étrangers. De plus, la valeur de l'investissement étranger qui aura été réquisitionné dans ces circonstances doit être remboursée par l'Ukraine. L'investisseur étranger a le droit de faire appel de la décision de réquisitionner ou des conditions de remboursement de la valeur de la propriété qu'il a perdue par suite de la réquisition. La valeur des biens perdus doit être déterminée en fonction des cours du marché au moment de la réquisition ou par un cabinet d'audit compétent.

c) Garantie de réparation des dommages subis par l'investisseur étranger par suite d'actes illicites d'organismes publics

Les investisseurs étrangers peuvent demander à être raisonnablement indemnisés de toutes les pertes qu'ils ont encourues par suite du non-respect par les autorités ou les fonctionnaires ukrainiens des obligations contractées par l'Ukraine vis-à-vis des investisseurs étrangers (article 10). Comme dans les cas de réquisition, tous les dommages sont évalués à la lumière des cours du marché au moment où est exécutée la décision des autorités ukrainiennes ou des fonctionnaires compétents, ou encore par un cabinet d'audit compétent.

Le dédommagement doit être prompt, approprié et effectif. Un intérêt au taux interbancaire offert à Londres (taux LIBOR) est versé à l'investisseur étranger dès qu'est reconnu son droit à réparation, et ce, jusqu'à ce que l'indemnisation lui soit effectivement versée.

d) Garanties visant le retrait de l'investissement

L'investisseur étranger qui le souhaite peut mettre fin à son activité d'investissement. Dans ce cas, tous les capitaux qu'il a investis sur le territoire de l'Ukraine, sous quelque forme que ce soit, doivent lui être remboursés au plus tard six mois après la date à laquelle a pris fin son activité d'investissement, en espèces ou dans la monnaie investie (article 11). Cette transaction est exempte de toute redevance d'État. Le profit généré par cette activité d'investissement doit également être remboursé, en espèces ou en marchandises. La valeur du profit est déterminée à la lumière des cours réels du marché au moment où prend fin l'activité d'investissement. Toutefois, la disposition pertinente de la loi se termine par ces termes: "sauf indication contraire des lois ukrainiennes ou des accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie".

e) Garanties visant le transfert des profits, des revenus et d'autres fonds

L'État garantit également le transfert inconditionnel et immédiat à l'étranger des profits, des revenus et des autres fonds qu'ont générés par des moyens légitimes les investissements étrangers, après qu'ont été acquittés toutes les taxes, redevances et paiements obligatoires. La Banque nationale de l'Ukraine est autorisée à déterminer la procédure de transfert de ces fonds (article 12).

Les garanties ci-dessus décrites sont accordées à tous les investisseurs étrangers, sans discrimination aucune quant à leur origine et au type de l'investissement ou du secteur choisi.

3. Placement et enregistrement des investissements étrangers

a) Types d'investissement étranger

Il existe essentiellement deux grands types d'investissement:

- l'investissement en capitaux; et
- l'investissement en matériel, en propriété intellectuelle, en savoir-faire, en services, en parts sociales, etc.

i) Apport de capitaux étrangers

Voici le cadre juridique de l'investissement en capitaux:

Le principal instrument qui régleme les virements bancaires est la Directive sur les règlements bancaires des dettes, approuvée par la Résolution n° 204 du 2 août 1996 de la Banque nationale. Cette directive n'établit pas de restrictions quant au montant des virements effectués par l'entremise des établissements bancaires de l'étranger. Une analyse globale de la législation ukrainienne en la matière fait ressortir que le montant des capitaux étrangers faisant l'objet d'un virement bancaire n'est pas limité.

Quant aux investissements en espèces, le régime spécial de dédouanement ne s'applique qu'aux devises en espèces. Les fonds doivent être dédouanés. Selon la procédure relative à l'entrée de devises en Ukraine, approuvée par le Règlement n° 19029/381 du 14 mars 1993, paragraphes 3.1.13-3.1.19 (tels qu'ils ont été modifiés), de la Banque nationale

et du Comité des douanes de l'Ukraine, les devises en espèces peuvent entrer en Ukraine sans faire l'objet d'une déclaration en douane si leur total n'est pas supérieur à 1 000 dollars EU. Si la valeur est supérieure à 1 000 dollars EU, mais inférieure à 10 000 dollars EU, elle doit être déclarée. Si la valeur est supérieure à 10 000, mais inférieure à 50 000 dollars EU, l'importateur doit indiquer l'origine et la destination des fonds; si les fonds sont destinés à une société pour le compte de laquelle il travaille, il doit donner le nom et l'adresse de la société en question. Les fonds en espèces supérieurs à 50 000 dollars EU ne peuvent passer la frontière ukrainienne, sauf si l'importateur en a obtenu l'autorisation spéciale de la Banque nationale d'Ukraine.

ii) Apport d'investissements étrangers sous d'autres formes

Les investissements admis sur le territoire douanier de l'Ukraine sous d'autres formes doivent être dédouanés comme toute autre marchandise, à cette différence près:

L'investissement étranger non monétaire est exempté de la taxe sur la valeur ajoutée et du droit d'importation s'il est destiné à enrichir le capital d'une entreprise (paragraphe 1 de l'article 18 de la Loi n° 93/96 du 19 mars 1996 sur le régime des investissements étrangers. Dans pareil cas, au lieu d'acquitter la TVA et le droit de douane, l'importateur fournit aux autorités douanières un billet à ordre valable pour 30 jours. Durant cette période, l'importateur doit incorporer l'investissement à l'actif de la société et obtenir le sceau du bureau local de l'Administration fiscale nationale sur présentation de copie du billet à ordre (paragraphe 3 de l'article 18 de la loi susmentionnée). L'importateur est alors exempté de la TVA et du droit d'importation.

b) Enregistrement de l'investissement étranger

- i) L'investissement étranger doit-il être enregistré? Pourquoi l'enregistrement est-il nécessaire?**
- ii) Quelles formalités faut-il remplir pour enregistrer un investissement étranger?**
- iii) La procédure d'enregistrement de l'investissement direct diffère-t-elle de la procédure d'enregistrement de l'investissement de portefeuille?**
- iv) Pour quels motifs l'organisme responsable de l'enregistrement pourrait-il refuser d'enregistrer un investissement étranger?**

Les investissements étrangers doivent-ils être enregistrés? Quelles formalités faut-il remplir pour enregistrer un investissement étranger en Ukraine? Pour quels motifs l'organisme gouvernemental compétent pourrait-il refuser d'enregistrer un investissement étranger?

- i) La Loi n° 93/96 du 19 mars 1996 sur le régime des investissements étrangers oblige les investisseurs étrangers à enregistrer leur investissement dans les trois jours après que les fonds ont effectivement été investis. À défaut de quoi, l'investissement ne peut bénéficier d'aucune garantie gouvernementale.
- ii) En vertu de la Loi sur le régime des investissements étrangers, l'enregistrement d'un investissement étranger doit être conforme à la procédure établie par le Règlement sur la procédure relative à l'enregistrement de l'investissement étranger, approuvé par la Résolution n° 928 du 7 août 1996 du Conseil des ministres de l'Ukraine. Conformément au règlement, seuls les administrations locales des oblasts, les administrations municipales de Kiev et de Sébastopol ainsi que le Conseil des ministres de la République autonome de Crimée sont

habilités à enregistrer un investissement étranger. La liste des documents nécessaires à l'enregistrement d'un investissement étranger, laquelle est contenue dans le règlement, révèle que les investisseurs étrangers ne sont pas tenus de fournir plus de documents que ne l'exige la procédure. Les documents en question sont les suivants:

- un document notifiant les autorités compétentes qu'un investissement étranger a été fait. L'addendum 1 du règlement en renferme un exemplaire. Le document doit fournir des informations sur:
 - l'investisseur
 - le type d'investissement (devises convertibles, valeurs mobilières, droits de propriété intellectuelle, etc.; les hryvnias ukrainiennes sont aussi acceptables s'il s'agit d'un réinvestissement)
 - la forme de l'investissement (capitalisation, droits de propriété immobilière, etc.)
 - le motif de l'investissement
 - le montant de l'investissement étranger
 - la période sur laquelle portera l'investissement étranger

L'investisseur doit remplir trois exemplaires du document. Chacun doit porter le sceau du bureau local compétent de l'Administration fiscale nationale attestant que l'investissement a effectivement été fait. Après l'enregistrement, le premier exemplaire est remis au demandeur, le deuxième est envoyé par courrier au Ministère des finances le jour même de l'enregistrement, et le troisième exemplaire est remis au bureau compétent de l'Administration fiscale.

- Un document attestant la forme de l'investissement (il peut s'agir de documents de constitution en société, d'accords de concession, de contrats de coopération en matière de production, etc.);
 - des documents attestant la valeur de l'investissement étranger (document d'évaluation, etc.);
 - des documents attestant que le demandeur a acquitté la redevance d'enregistrement (par ordre de paiement à la banque concernée). À titre d'information, la redevance d'enregistrement est équivalente à 20 fois le revenu minimum, c'est-à-dire à 340 hryvnias.
- iii) La législation ukrainienne ne prévoit pas de procédure particulière pour l'enregistrement de l'un ou l'autre des types d'investissement effectués par des personnes physiques ou morales étrangères (investissement direct et investissement de portefeuille). Néanmoins, la procédure d'enregistrement d'un investissement direct est différente de la procédure d'enregistrement de l'entreprise au compte de laquelle l'investissement étranger est versé.
- iv) En ce qui concerne les motifs que l'autorité responsable de l'enregistrement pourrait invoquer pour refuser d'enregistrer un investissement direct, l'article 14 de la Loi sur le régime des investissements étrangers et le paragraphe 9 du Règlement sur la procédure relative à l'enregistrement de l'investissement étranger prévoient deux cas où l'autorité compétente peut refuser d'enregistrer un investissement étranger:
- lorsque l'investissement étranger est en contravention de la législation en vigueur en Ukraine;
 - lorsque les documents que le demandeur a présentés ne satisfont pas aux prescriptions du règlement. Autrement dit, un investissement ne peut être enregistré tant que

l'administration responsable n'a pas obtenu tous les renseignements requis. La demande peut alors être présentée une seconde fois.

Aussi bien la Loi sur le régime des investissements étrangers que le Règlement sur la procédure relative à l'enregistrement de l'investissement étranger disposent que l'autorité compétente ne peut refuser d'enregistrer un investissement au motif de son inopportunité. Quoi qu'il en soit, tout refus d'enregistrer un investissement étranger doit être communiqué par écrit et la décision peut être portée devant un tribunal.

4. Cas spéciaux régis par le régime d'investissement

Le régime d'investissement en Ukraine prévoit-il des "cas spéciaux"? En quoi consistent ces cas spéciaux? Existe-t-il des zones franches économiques en Ukraine, et les investisseurs étrangers bénéficient-ils de privilèges spéciaux dans ces zones?

Conformément à l'article 7 de la Loi sur le régime des investissements étrangers, les étrangers qui investissent dans un secteur de l'économie, un programme social ou encore une région considérée comme "prioritaire" bénéficient de privilèges. Plus précisément, il est deux cas où les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, bénéficient de conditions préférentielles:

- l'industrie de la construction d'automobiles ("secteur économique prioritaire");
- les zones (franches) économiques spéciales ("région prioritaire").

a) Industrie de l'automobile

Les investisseurs dans l'industrie de la construction d'automobiles bénéficient des privilèges suivants (Loi n° 535/97-VR du 19 septembre 1997 relative à la promotion de la production d'automobiles en Ukraine):

i) Exemption de droits d'importation ou d'exportation

Les produits importés requis dans la construction d'automobiles ou d'usines d'automobiles appartenant à des entreprises comptant des investissements étrangers admissibles sont exemptés de droits d'importation (cette exemption ne sera plus valable dès le 1^{er} janvier 2008). La liste de ces produits importés est dressée par le Conseil des ministres. Autrement dit, l'exemption ne s'applique qu'à des produits "approuvés" par le Conseil des ministres.

ii) Privilèges fiscaux aux postes douaniers (TVA)

Les produits mentionnés au paragraphe précédent ne sont pas frappés d'une taxe sur la valeur ajoutée lorsqu'ils entrent en Ukraine. Cette exemption ne sera valable que jusqu'au 1^{er} janvier 2008. Il y a lieu de noter qu'elle ne s'applique qu'aux produits importés "approuvés" par le Conseil des ministres.

iii) Exemption de taxes intérieures

- Exemption de la TVA sur les automobiles produites par des entreprises dont la capitalisation initiale comprend au moins 150 millions de dollars EU en investissements étrangers.

Toutes les automobiles produites par des entreprises dont les investissements étrangers sont admissibles peuvent être exemptées de la TVA.

- Exemption de l'impôt foncier.

Les terres occupées par les entreprises dans lesquelles l'investissement est admissible sont exemptées de l'impôt foncier. Il convient cependant de noter que cette exemption n'est pas absolue. La superficie des terres exemptées de l'impôt foncier est calculée comme suit: 400 000 dollars EU de capitaux étrangers investis dans une entreprise de construction d'automobiles donne droit à la coentreprise concernée de réclamer une exemption de l'impôt foncier pour un hectare (10 000 m²). Cela signifie, par exemple, que la coentreprise "Autozaz-Daewoo", dans laquelle l'investissement étranger s'élève à 150 millions de dollars EU, peut demander une exemption de l'impôt foncier pour 375 hectares.

- Exemption de l'impôt sur le revenu des sociétés

En vertu de l'article 2 de la Loi relative à la promotion de la production d'automobiles en Ukraine, les fabricants d'automobiles dans lesquels des capitaux étrangers sont investis bénéficient d'un régime préférentiel de l'impôt sur le revenu des sociétés, selon lequel s'appliquent les règles spéciales suivantes:

- les bénéfices et les dépenses brutes ne peuvent être calculés avant la fin de l'année;
- les bénéfices et les dépenses brutes sont indexés en fonction du taux d'inflation du moment;
- le montant de l'impôt annuel exigible est établi à la baisse en fonction du montant des sommes qui ont été réinvesties ou qui ont servi les intérêts et/ou la dette principale contractée dans le cadre d'emprunts auprès de l'État.

La Loi relative à la promotion de la production d'automobiles en Ukraine établit par ailleurs six conditions qu'il faut remplir pour être admissible aux privilèges susmentionnés:

- l'investissement doit être sous forme monétaire et équivaloir à 150 millions de dollars EU, et il doit être incorporé au capital d'une entreprise de construction d'automobiles;
- l'investissement doit être effectué dans le cadre d'un projet d'investissement approuvé par le Conseil des ministres;
- l'investisseur ne doit pas exiger le paiement de redevances au titre des dessins d'automobiles ou des technologies servant dans la construction d'automobiles;
- les investisseurs étrangers doivent réinvestir les revenus générés par l'activité de fabrication d'une entreprise pendant la période de jouissance des privilèges (jusqu'au 1^{er} janvier 2008);
- le nombre des salariés qu'une entreprise compte au début du projet d'investissement ne doit pas diminuer pendant la période de jouissance des privilèges;
- pendant la période de jouissance des privilèges (du 1^{er} janvier 1998 au 1^{er} janvier 2008), les investisseurs doivent porter à 90 pour cent la proportion de travailleurs ukrainiens employés dans une entreprise de construction automobile et assurer l'"apport local dans le processus de production"; autrement dit, les investisseurs doivent veiller à ce que les pièces d'automobiles soient produites dans une proportion de 70 pour cent sur le territoire de l'Ukraine et à ce qu'au moins 90 pour cent des travailleurs soient des citoyens de l'Ukraine.

Si un investisseur ne se conforme pas aux conditions susmentionnées, l'investissement n'est alors plus admissible au régime préférentiel et l'investisseur doit acquitter tous les droits et taxes exigibles pour les investissements ne bénéficiant pas du régime préférentiel.

b) Zones franches économiques

Le concept d'une "zone économique spéciale" sur le territoire de l'Ukraine s'est manifesté pour la première fois le 13 octobre 1992, lorsque la Rada suprême a adopté la Loi n° 2673-XII sur les principes généraux régissant la création et le fonctionnement de zones (franches) économiques spéciales. La loi dispose que toute zone franche économique bénéficie d'un environnement et d'un régime douaniers propices (article 12). Elle dispose également que ce régime propice peut prévoir "un régime d'imposition préférentiel, un régime monétaire spécifique, un système bancaire et de crédit, un système de prêts et d'assurance, ainsi que des conditions spéciales de paiements et d'investissement gouvernemental" (article 12). Autrement dit, cette loi autorise la création de zones franches économiques et en donne une définition. La première zone franche économique a été créée en juin 1994, lorsque le Conseil des ministres a approuvé la Résolution n° 396 sur le projet économique et technologique pilote du district de Brody, oblast de Lviv. Comme l'indique le titre de la résolution, le territoire de la nouvelle zone correspond au district de Brody, situé dans le nord de la région de Lviv. Cette zone franche économique a été établie pour cinq ans (jusqu'à 1999), mais cette période pourrait être prolongée si les résultats sont jugés "satisfaisants" par le Conseil des ministres (article 30 du Règlement concernant les conditions du projet économique et technologique pilote du district de Brody, oblast de Lviv, et le mécanisme du Centre territorial d'innovation "Brody", approuvés par voie de la Résolution n° 396 du Conseil des ministres susmentionnée). Quant au régime de l'investissement étranger, la seule particularité concerne les droits de propriété des investisseurs étrangers: certains produits importés, dont la liste est approuvée par l'administration spéciale de la zone franche économique, sont exemptés du droit d'importation. Cette exemption s'applique tant et aussi longtemps que la région garde son statut de zone franche économique. Aucune exemption de droit d'importation ou réduction d'impôts n'est accordée dans cette zone franche économique.

La deuxième zone franche économique a été créée dans la région de "Syvash". En vertu de la Loi n° 65/96 du 23 février 1996 concernant certains volets de la réglementation des devises et de l'imposition des agents économiques établis dans la zone économique expérimentale "Syvash", les matières premières, les machines et le matériel (sauf s'il s'agit de produits assujettis au droit d'accise, tels que les automobiles et les produits du pétrole) importés en Ukraine par des entreprises établies dans la zone franche économique "Syvash" dans le cadre de projets d'investissement approuvés par le Conseil des ministres ne sont assujettis ni au droit d'importation, ni à la TVA. De plus, les entreprises enregistrées comme des contribuables dans la zone franche économique "Syvash" n'acquittent que 50 pour cent de l'impôt des sociétés, si elles réinvestissent ces fonds dans des projets d'investissement.

Les troisième et quatrième (dernière à ce jour) zones franches économiques sont "Donetsk" et "Azov" (toutes deux situées dans la région de Donetsk). Le Décret présidentiel n° 650/98 du 18 juin 1998 sur les zones économiques spéciales et le régime spécial des investissements étrangers dans l'oblast de Donetsk donne à ces régions le statut de zone économique pour une période de 60 ans; il prévoit également la création de territoires distincts de développement prioritaire dans ces zones (pour des périodes de 30 ans). Les entreprises établies dans ces zones franches économiques bénéficient de privilèges commerciaux, et celles qui se situent dans les territoires de développement prioritaire bénéficient en plus de conditions préférentielles sur le plan de l'investissement.

Toutes les entreprises situées dans l'une ou l'autre des deux zones économiques spéciales bénéficient de privilèges fiscaux, dont les suivants (point 19 du Décret n° 650/98):

- Les entreprises versent uniquement les deux tiers de l'impôt sur le revenu des sociétés; ce privilège ne s'applique pas aux revenus générés par les placements dans les valeurs mobilières gouvernementales émises par l'administration locale de la zone franche économique.

- Les entreprises ne contribuent pas au Fonds national en faveur de l'innovation ni au Fonds de protection sociale et d'aide aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl.

Les deux zones franches économiques bénéficient également de détaxes douanières (point 12 du Décret n° 650/98), dont les suivantes (points 13 et 14 du Décret n° 650/98):

- si les marchandises proviennent de l'extérieur du territoire douanier de l'Ukraine, elles sont exemptées du droit d'importation et de la TVA (cette règle ne s'applique pas aux marchandises assujetties à l'accise);
- si les marchandises susmentionnées entrent ensuite en territoire douanier ukrainien, elles sont frappées des mêmes droits que si elles étaient importées en Ukraine;
- si les marchandises produites (ou ayant subi une transformation suffisante) dans la région bénéficiant d'un régime douanier spécial sont importées dans le territoire douanier de l'Ukraine, elles sont assujetties aux droits applicables au même titre que les produits nationaux;
- si les marchandises produites (ou ayant subi une transformation suffisante) dans la région bénéficiant d'un régime douanier spécial sont exportées de l'Ukraine, elles sont exemptées du droit d'exportation et sont frappées de la taxe sur la valeur ajoutée à un taux nul;
- si les marchandises qui ont été auparavant importées dans les régions bénéficiant d'un régime douanier spécial sont par la suite exportées d'Ukraine, elles sont exemptées du droit d'exportation, des droits d'accise et de la TVA;
- si les marchandises provenant du territoire douanier de l'Ukraine sont importées dans les régions bénéficiant d'un régime douanier spécial, elles sont frappées des mêmes droits que si elles avaient été produites dans le territoire douanier de l'Ukraine;
- si les marchandises transitent par des régions bénéficiant d'un régime douanier spécial, elles sont frappées des droits applicables en conformité de la législation ukrainienne.

Par ailleurs, la zone franche économique Azov offre deux autres avantages sur le plan douanier, à savoir:

- les produits peuvent demeurer sur le territoire de la zone bénéficiant du régime douanier spécial pour une durée illimitée;
- la valeur en douane de toutes les marchandises qui proviennent de l'extérieur du territoire douanier de l'Ukraine et qui sont importées dans la région bénéficiant d'un régime douanier spécial pour en être exportées par la suite ne comprend pas le coût de l'entreposage, du triage, de l'emballage, etc. Ces services sont exemptés de la TVA.

Il convient également de noter que les marchandises qui sont importées dans ces deux zones franches économiques ou qui en sont exportées ne sont pas assujetties aux prescriptions en matière de licences ou à des contingents si elles sont destinées à une activité de production dans les zones franches économiques.

Les privilèges d'investissement sont les suivants (points 14, 15 et 20 du Décret n° 650/98):

- Exemption de droits d'importation et d'exportation pour les machines, le matériel et les matières premières; les exemptions ne s'appliquent pas aux marchandises assujetties à l'accise et elles sont valables pour toute la durée du projet d'investissement, jusqu'à concurrence de cinq ans.

- Exemption d'impôt sur le revenu pour les sociétés établies dans l'un des territoires de développement prioritaire. Cette exemption ne s'applique qu'aux entreprises créées dans le cadre de projets d'investissement approuvés par le Conseil des zones économiques spéciales et du régime spécial des investissements. Ce dernier a été constitué en vertu de la même loi. Les exemptions ne s'appliquent qu'aux entreprises dans lesquelles l'investissement étranger s'élève à 1 million de dollars EU et plus et ne sont valables que pour trois ans. Les trois années suivantes, le revenu de ces entreprises est imposé à 50 pour cent seulement.
- Exemption de l'obligation de cotiser au Fonds national en faveur de l'innovation. De plus, les entreprises visées ne versent que la moitié de la somme exigible au titre du Fonds de protection sociale et d'aide aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl. Ne peuvent bénéficier de ces deux privilèges que les entreprises dont l'effectif est composé à 50 pour cent d'anciens travailleurs de l'industrie d'extraction du charbon. Ils n'ont effet que jusqu'au 1^{er} janvier 2009.
- Les capitaux étrangers ne sont pas pris en compte dans le revenu brut des entreprises situées sur le territoire des deux zones franches économiques. Cette exemption ne s'applique qu'aux investissements effectués dans le cadre de projets d'investissement approuvés par le Conseil des zones économiques spéciales et du régime spécial des investissements. De plus, les produits importés par les entreprises établies dans les deux zones franches économiques (hormis les marchandises assujetties à l'accise) sont exemptés du droit d'importation et de la TVA.

Une seule question demeure obscure pour ce qui concerne les deux dernières zones franches économiques et leur territoire respectif de développement prioritaire, à savoir pourquoi les entreprises participant à des projets spéciaux d'investissement sont tenues de verser 50 pour cent de l'impôt au Fonds de protection sociale et d'aide aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl, alors que toutes les autres entreprises qui sont établies dans une zone franche économique ne sont pas tenues d'acquitter cet impôt.

5. Droits de propriété des investisseurs étrangers en Ukraine

De quels droits de propriété jouissent les investisseurs étrangers en Ukraine? Leurs droits sont-ils limités par rapport à ceux des investisseurs nationaux?

Les personnes physiques et morales étrangères peuvent acquérir les mêmes droits de propriété que les Ukrainiens. Elles sont également soumises aux mêmes restrictions. Seule la propriété foncière fait exception à cette règle générale. Conformément à l'article 6 du Code de la propriété foncière, les étrangers et les apatrides ne peuvent posséder des terres.

Le Code de la propriété foncière de l'Ukraine, article 52, définit les terres de façons différentes selon les fins auxquelles elles sont destinées, notamment:

- terres agricoles: jusqu'à concurrence de 50 hectares
- terrains résidentiels: jusqu'à concurrence de 2 hectares
- vergers: jusqu'à concurrence de 0,12 hectare
- jardins: jusqu'à concurrence de 0,15 hectare
- fourragères: jusqu'à concurrence de 0,1 hectare
- élevage des animaux: jusqu'à concurrence de 0,1 hectare
- chantier de construction d'une maison et de bâtiments:
 - i) dans les villages: 0,25 hectare
 - ii) dans les villes: jusqu'à concurrence de 0,1 hectare

- terres pour datchas: jusqu'à concurrence de 0,1 hectare
- terres pour garages particuliers: jusqu'à concurrence de 0,01 hectare

Les personnes physiques ne peuvent posséder des terres de dimensions supérieures à celles-ci en vertu du Code de la propriété foncière, article 6. Conformément à l'article 7 du Code, les "entreprises agricoles" ukrainiennes (celles dont les statuts leur permettent de se livrer à des activités de production agricole) peuvent posséder des terres de n'importe quelle superficie. Les "entreprises agricoles" sont d'anciennes fermes collectives et d'État. Il convient de se rappeler que, conformément à l'article 13 de la Constitution de l'Ukraine, la terre et ses ressources appartiennent au peuple ukrainien. Bien qu'aucune loi ukrainienne n'en fasse expressément état, cela signifie que les personnes morales étrangères ne peuvent posséder de grands domaines terriens. En outre, l'article 7, points 5 et 6 du Code de la propriété foncière, indique implicitement que les entreprises disposant de capitaux étrangers et les entreprises étrangères détenues entièrement par des intérêts étrangers ne sont autorisées qu'à louer des terres. Plus particulièrement, cet article dispose que les terres peuvent être utilisées pendant des périodes définies ou indéfinies par des coentreprises, des associations et des organisations internationales composées de personnes morales ou physiques, étrangères ou ukrainiennes, et des entreprises appartenant entièrement à des intérêts étrangers.

6. Accords internationaux

L'Ukraine a-t-elle conclu des accords d'investissement avec d'autres pays? Quels sont ses droits et obligations au titre de ces accords?

Les accords internationaux que l'Ukraine a conclus en matière d'investissement et de commerce se divisent en deux groupes différents: les accords bilatéraux (beaucoup plus nombreux) et les accords multilatéraux. Dans la pratique, les accords bilatéraux ne sont pas seulement beaucoup plus nombreux, mais ils sont aussi plus effectifs. Au nombre des accords bilatéraux les plus importants figure l'Accord sur la promotion et la protection mutuelle des investissements conclu entre l'Ukraine et les États-Unis d'Amérique et signé le 3 mars 1994. Malheureusement, cet accord n'établit pas de régime absolu de la nation la plus favorisée (NPF). L'annexe de cet accord accorde aux parties contractantes le droit d'établir et de maintenir de nombreuses exceptions au régime NPF, surtout dans des secteurs économiques tels que le transport maritime et aérien, les services bancaires, la radiodiffusion, les ressources naturelles, etc.

En ce qui concerne les accords internationaux multilatéraux, deux conventions internationales principales établissent les normes de protection des investissements étrangers. Il s'agit de la Convention de Washington pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, de 1965, et la Convention de Séoul portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, de 1985. Ces conventions ont été mises en œuvre sous les auspices de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Il convient toutefois de noter que leur principal défaut réside dans leur ineffectivité.

APPENDICE

Législation ukrainienne sur l'investissement étranger

Bon nombre de textes législatifs réglementent l'investissement étranger en Ukraine. La Loi n° 93/96 du 19 mars 1996 sur le régime des investissements étrangers demeure toutefois la plus importante.

Les textes législatifs qui réglementent les questions relatives à l'investissement étranger se divisent en trois grandes catégories:

1. Lois définissant les grands principes et les grandes règles applicables à l'investissement étranger. Font partie de cette catégorie:

- la Loi n° 93/96 du 19 mars 1996 sur le régime des investissements étrangers.
- la Loi n° 1560-XII du 18 septembre 1991 sur l'activité d'investissement, telle qu'elle a été modifiée par la Loi n° 155-XII du 10 décembre 1991;
- la Loi n° 1540a-XII du 10 septembre 1991 sur la protection des investissements étrangers en Ukraine;
- la Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures;
- la Loi n° 2673-XII du 13 octobre 1992 sur les principes généraux régissant la création et le fonctionnement de zones (franches) économiques spéciales.

2. Lois portant sur la réglementation par l'État de l'investissement étranger. Cette catégorie comprend des lois telles que:

- la Résolution n° 384 du 1^{er} juin 1995 du Conseil des ministres de l'Ukraine sur le concept de la réglementation de l'activité d'investissement dans le contexte de la transformation de l'économie en économie de marché.

Un certain nombre de résolutions du Cabinet des ministres de l'Ukraine ont pour effet d'approuver les règlements concernant certains ministères, telles que la Résolution n° 41 approuvant le Règlement concernant le Ministère de l'activité économique extérieure. Ces textes législatifs ont entre autres pour effet de conférer des pouvoirs à divers ministères sur le plan de la réglementation par l'État de l'activité d'investissement étranger.

3. Lois ne "concernant" pas directement l'investissement étranger, mais contenant des dispositions s'y rapportant. Cette catégorie comprend les textes législatifs suivants:

- le Code civil de l'Ukraine, approuvé par la Loi n° 1504-06 du 18 juillet 1963 sur la République socialiste soviétique d'Ukraine;
 - Le Code de la propriété foncière de l'Ukraine, approuvé par la Loi n° 1970-XII du 12 décembre 1991 de l'Ukraine;
 - La Loi n° 697-XII du 7 février 1991 sur la propriété;
 - la Loi n° 698-XII du 7 février 1991 sur les entreprises;
 - la Loi n° 887-XII du 27 mars 1992 sur les entreprises en Ukraine;
 - la Loi n° 1576-XII du 19 septembre 1991 sur les sociétés.
-